

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Landwirtschaft und Umweltschutz
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Anderes
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Freymond, Nicolas
Porcellana, Diane
Schnyder, Sébastien
Ziehli, Karel

Bevorzugte Zitierweise

Freymond, Nicolas; Porcellana, Diane; Schnyder, Sébastien; Ziehli, Karel 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Landwirtschaft und Umweltschutz, Anderes, 2010 - 2019. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Agrarprodukte	1
Tierische Produktion	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Umweltschutz	1
Gewässerschutz	1
Allgemeiner Umweltschutz	2

Abkürzungsverzeichnis

BAFU	Bundesamt für Umwelt
BOM	Branchenorganisation Milch
BLV	Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen
Swissmilk	Genossenschaft Schweizer Milchproduzenten

OFEV	Office fédéral de l'environnement
IP-Lait	L'Interprofession Suisse de la filière lait
OSAV	Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
Swissmilk	Fédération des producteurs suisses de lait

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Landwirtschaft

Agrarprodukte

ANDERES
DATUM: 15.05.2019
KAREL ZIEHLI

IP-Lait lance un nouveau standard de durabilité pour les producteurs et productrices laitières qui devrait rapporter 3 centimes de plus par litre. Ce standard va un petit peu plus loin que les normes que doivent respecter les paysans et paysannes aujourd'hui. A terme, IP-Lait souhaite que ce standard s'applique à l'ensemble de la production laitière, la rendant par ce biais plus durable et renforçant le bien-être animal, selon les propos des représentants de la filière.

Pour autant, ce nouveau standard ne va pas bouleverser les pratiques actuelles et se veut être plus une offensive marketing – selon la lecture qu'en fait le Blick – contre les produits laitiers importés. 90% des vaches de ce pays remplissent, en effet, déjà les critères de ce lait appelé «swiss green», comme concédé par le président de la fédération des Producteurs suisses de Lait (Swissmilk) Hanspeter Kern. L'organisation de protection des consommateurs «Schweizer Konsumentenschutz» considère, pour cette raison, ce nouveau standard comme étant superflu, déplorant par là-même qu'aucun effort supplémentaire ne soit fait pour diminuer les antibiotiques ou les aliments concentrés donnés au bétail.

La mise en place de ce standard intervient, de plus, dans un cadre tendu en matière de prix du lait, les deux géants de la transformation, Emmi et Elsa, ayant annoncé vouloir le baisser de 3 centimes par litre, correspondant donc exactement à l'augmentation promise par «swiss green». En conséquence, la plupart des producteurs et productrices de lait obtiendront vraisemblablement le même montant qu'auparavant, comme relevé par Isidor Baumann (pdc, UR) lors de la discussion autour de la motion 19.3952 au Conseil des Etats.¹

Tierische Produktion

ANDERES
DATUM: 01.02.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

En début d'année, le **réseau suisse pour le soja**, réunissant une douzaine d'acteurs tels le WWF, la Migros, la Fenaco, Suisseporc et l'Union suisse des paysans, s'est engagé à ce que d'ici 2014 90% des importations de soja fourrager soient certifiés selon les critères de Bâle qui visent une exploitation écologique et sociale responsable du soja. Ces derniers interdisent ainsi l'utilisation d'OGM, imposent le respect des droits des travailleurs et visent à empêcher l'extension des terres cultivées aux dépens des forêts primaires ou protégées.²

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Gewässerschutz

ANDERES
DATUM: 01.10.2010
NICOLAS FREYMOND

Sur préavis favorable du gouvernement, le Conseil national a adopté tacitement un postulat Walter (udc, TG) chargeant le Conseil fédéral d'élaborer une **stratégie de l'eau** dans la perspective de la raréfaction de cette ressource induite par le réchauffement climatique. Le gouvernement doit notamment prendre en compte les besoins spécifiques des diverses catégories d'utilisateurs (ménages, agriculture, production d'énergie et industrie) et proposer des règles afin de garantir une juste pesée des intérêts (économiques, paysagers, etc.).³

Allgemeiner Umweltschutz

Suite à la décision du Conseil fédéral, le nouveau **groupe de coordination pour la criminalité environnementale** remplacera le groupe EnviCrimeCH. En Suisse, plusieurs ressources naturelles sont exploitées illégalement. Le dispositif pénal en place permet d'agir, mais seulement lorsque les autres mesures d'exécution du droit environnemental sont restées sans effet. Depuis 2014, l'ancien groupe favorisait l'échange d'expériences et de connaissances en la matière entre les autorités fédérales, les corps de police, les ministères publics et les services cantonaux de l'environnement. Le nouvel organe, dirigé conjointement par l'OFEV et l'OSAV a pour objectifs supplémentaires le développement du droit de l'environnement et l'amélioration des outils de poursuite pénale. Autre nouveauté, une plateforme de coordination sera instaurée lors d'affaires concrètes.⁴

1) Communiqué de presse IP-Lait du 14.05.19; NF, 1.7.19; AZ, 17.7.19; Lib, 13.8.19; 24H, AZ, Blick, 14.8.19; NZZ, 21.9.19

2) NZZ, 1.2.11; voir www.wwf.ch.

3) BO CN, 2010, p. 1652.

4) Communiqué de presse OFEV du 7.11.18